

REUNION DES MINISTRES DE LA JUSTICE OU
MINISTRES, PROCUREURS GENERAUX DES AMERIQUES
1 - 3 décembre 1997
Buenos Aires, Argentine

OEA/Ser.K/XXXIV.2
REMJA/doc.33/97
3 décembre 1997
Original: espagnol

RAPPORT FINAL DE LA
REUNION DES MINISTRES DE LA JUSTICE
OU MINISTRES, PROCUREURS GENERAUX DES AMERIQUES

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
NOTE EXPLICATIVE	v
I. ANTECEDENTS.....	1
II. DEROULEMENT DES TRAVAUX	2
1. Séance d'ouverture	2
2. Première séance de travail.....	2
3. Deuxième séance de travail	3
4. Troisième séance de travail	3
5. Quatrième séance de travail	3
a. Considération du point 4 de l'ordre du jour	3
b. Considération du point 5 de l'ordre du jour	3
c. Groupe de rédaction.....	4
6. Groupe de rédaction.....	4
7. Cinquième séance de travail	4
1. Questions générales	4
2. Considération des conclusions et des recommandations	5
III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	5
A. Conclusions	5
B. Recommandations	7
IV. SEANCE DE CLOTURE	9
V. DOCUMENTS DE REFERENCE	9
VI. ANNEXES:	
A. LISTE DES PARTICIPANTS	11
B. LISTE DES DOCUMENTS.....	27

NOTE EXPLICATIVE

Le Secrétariat général de l'Organisation des Etats Américains a élaboré le présent rapport final de la Réunion des ministres de la justice par suite de sa ratification par le Président de la Réunion, M. Raúl E. Granillo Ocampo, Ministre de la justice de la République Argentine.

Le Secrétariat général publie le présent rapport dans les quatre langues officielles de l'Organisation ; les conclusions et recommandations correspondantes seront acheminées au Conseil permanent de l'OEA, pour satisfaire aux objectifs fixés dans la résolution CP/RES.709(1141/97) adoptée par cet organe le 28 octobre 1997.

Le présent document comporte en annexe la liste des documents où sont reproduits les exposés généraux des délégations.

3 décembre 1997

RAPPORT FINAL DE LA
REUNION DES MINISTRES DE LA JUSTICE
OU MINISTRES, PROCUREURS GENERAUX DES AMERIQUES

I. ANTECEDENTS

Dans les paragraphes déclaratifs 12 et 13 de la Déclaration de Panama sur la contribution interaméricaine au développement et à la codification du droit international, adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats Américains réunie en sa vingt-septième Session ordinaire [AG/DEC. 12 (XXVI-O/96)] l'Assemblée générale proclame « sa volonté que l'Organisation des Etats Américains continue de mener à bien, au moyen de cours, de séminaires, d'études et de publications dans le domaine du droit international et de la coopération juridique, l'importante tâche de formation et d'information de juristes, de diplomates, d'universitaires et de fonctionnaires de toute la région" ; et « son désir d'encourager la diffusion la plus large possible de l'ordre juridique interaméricain ».

A l'initiative du Secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains, M. César Gaviria Trujillo, le Conseil permanent a entamé en avril 1997, par l'intermédiaire de sa Commission des questions juridiques et politiques, le processus de considération de la tenue d'une réunion de ministres de la justice dans le cadre de l'OEA.

En conséquence, l'Assemblée générale, réunie en sa vingt-septième Session ordinaire à Lima (Pérou), a adopté la résolution AG/RES. 1482 (XXVII-O/97) dont le dispositif charge les autorités compétentes d'entamer les préparatifs de ladite réunion.

Par cette résolution également, l'Assemblée générale a confié au Conseil permanent le soin de présenter à la vingt-huitième Session ordinaire de l'Assemblée générale un rapport sur la mise en œuvre de la présente résolution.

Donnant suite à ce mandat, et tenant compte de l'offre lancée par la Mission permanente de la République Argentine d'accueillir dans son pays la « Réunion des ministres de la justice des Amériques » et vu que cette mission a présenté les orientations de la thématique de cette réunion, le Conseil permanent de l'Organisation des Etats Américains a adopté la résolution CP/RES. 709 (1141/97) convoquant cette réunion les 1er, 2 et 3 décembre 1997, ainsi que l'ordre du jour suivant :

1. Etat de Droit. Nouvelles institutions et développements récents:
 - a. Expériences nationales
 - b. Expériences régionales et sous-régionales

2. Modernisation et renforcement de l'administration de la justice. Processus de réforme, nouvelles tendances et recours aux mécanismes tels que l'arbitrage, la médiation, la conciliation.

3. Lutte contre la corruption, le crime organisé et d'autres activités délictueuses :
 - a. Expériences nationales
 - b. Initiatives visant au renforcement de la coopération juridique/judiciaire. »
4. Analyse de l'application des accords de coopération et d'aide juridique et judiciaire à l'échelle interaméricaine.
4. Analyse de la mise en œuvre des conventions ou des accords de coopération ou d'assistance juridique et judiciaire dans le Continent américain. »
5. La politique carcérale et les processus de réforme. Renforcement des initiatives visant la réadaptation et la réinsertion sociale du détenu/condamné.

II. DEROULEMENT DES TRAVAUX

1. Séance d'ouverture

La Réunion des ministres de la justice des Amériques a été ouverte le 1er décembre 1997 à 10 h 20 au siège du *Banco Ciudad de Buenos Aires*. A cette occasion, le Représentant permanent de la République dominicaine près l'OEA, l'Ambassadeur Flavio Darío Espinal, a prononcé une allocution en sa qualité de Président de la Commission des questions juridiques et politiques du Conseil permanent. Cette allocution a été suivie du discours du Secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains M. César Gaviria Trujillo, et du Ministre de la justice de la République Argentine, M. Raúl E. Granillo Ocampo, qui a déclaré ouverte la réunion. Etait également présent à la séance d'ouverture, le Sous-Secrétaire à la coordination et aux relations institutionnelles du Ministère des relations extérieures, du commerce international et des cultes, l'Ambassadeur Daniel Castruccio.

2. Première séance de travail

L'Ambassadeur Flavio Darío Espinal, en sa qualité de Président provisoire de la réunion, a déclaré ouverte la première séance de travail. A cette occasion, il a été procédé à l'élection, par acclamation, du Bureau de la réunion. Les postes ont été pourvus comme suit:

1. Président

M. Raúl Granillo Ocampo
Ministre de la justice de la République Argentine
Chef de délégation — Argentine

2. Premier Vice-président

M. Rubén Antonio Mejía Peña
Ministre de la justice d'El Salvador
Chef de délégation — Salvador

3. Deuxième Vice-président

M^{me} Thea Herman
Vice-ministre adjointe, Secteur politique
Ministère de la justice du Canada
Chef de délégation — Canada

Ont été entendus ensuite les exposés généraux des chefs des délégations du Chili, de l'Equateur, du Mexique, de la Trinité et Tobago, du Canada, du Brésil, du Nicaragua, de la Colombie et des Etats-Unis.

3. Deuxième séance de travail

Le 1er décembre 1997 à 15 heures, le Président de la réunion a déclaré ouverte la deuxième séance de travail dont l'objectif était de considérer le point 1 de l'ordre du jour intitulé: "Etat de Droit. Nouvelles institutions et développements récents: a) Expériences nationales; b) Expériences régionales et sous-régionales."

Dans cette perspective, les chefs des délégations des pays suivants ont pris la parole: Colombie, dominicaine, El Salvador, Equateur, Mexique et Nicaragua.

4. Troisième séance de travail

La troisième séance de travail a débuté à 9 h 30 le 2 décembre 1997, avec pour mandat l'examen du point 4 de l'ordre du jour intitulé: "La lutte contre la corruption, le crime organisé et autres activités délictueuses: a) Expériences nationales; b) Initiatives de renforcement de la coopération juridique/judiciaire."»

Les Délégations du Pérou, du Mexique, de la Colombie, du Venezuela, de la République question.

5. Quatrième séance de travail

a. Reprise de l'examen du point 3 de l'ordre du jour

Le 2 décembre 1997 à 15 heures a débuté la quatrième séance de travail consacrée à la reprise de l'examen du point 3 de l'ordre du jour : « La lutte contre la corruption, le crime organisé et d'autres activités délictueuses ».

Ont été entendus à cette occasion les exposés des chefs des Délégations du Chili, du Pérou, du Nicaragua, du Panama, de l'Equateur et de la Bolivie.

a. Considération du point 4 de l'ordre du jour

Il a été ensuite procédé à la considération du point 4 de l'ordre du jour : « Analyse de la l'application des accords de coopération et d'aide juridique et judiciaire à l'échelle interaméricaine".

A ce sujet, le Représentant du Secrétariat général, M. Enrique Lagos, Sous-Secrétaire aux questions juridiques, a présenté un rapport sur le document de référence intitulé «La Coopération juridique et judiciaire dans les Amériques » (REMJA/doc.5/97).

Les Délégations du Pérou, de l'Equateur, des Etats-Unis, d'Argentine, du Mexique, de la République dominicaine, du Chili et de l'Uruguay ont fait part de leurs observations sur la question après avoir remercié le Sous-Secrétaire aux questions juridiques du Secrétariat général pour sa présentation du document précité, et l'avoir félicité pour la valeur inestimable et la grande utilité dudit document pour l'examen de cette question.

b. Considération du point 5 de l'ordre du jour

Après avoir considéré le point 3 de l'ordre du jour les délégations ont procédé à l'examen du point 5: "La politique carcérale et les processus de réforme. Renforcement des initiatives visant la réadaptation et la réinsertion sociale du détenu/condamné."

Les Délégations du Pérou, d'Argentine, du Chili et du Venezuela ont fait part de leurs commentaires sur la question.

Etant donné que tous les points inscrits à l'ordre du jour de la Réunion des ministres de la justice des Amériques avaient été épuisés, le Président de la Réunion a convenu de la formation d'un groupe de rédaction ouvert à toutes les délégations et chargé de formuler les conclusions et recommandations jugées pertinentes.

c. Groupe de rédaction

Le Groupe de rédaction s'est réuni le 3 décembre 1997 à 9 h 30 pour formuler les conclusions et recommandations ressortant de la considération des points de l'ordre du jour de la réunion.

Dans cette optique, les travaux du groupe de rédaction se sont fondés sur un projet de conclusions et recommandations élaboré par le Secrétariat général.

7. Cinquième séance de travail

Le Président a ouvert la cinquième séance de travail le 3 décembre 1997 à 11 heures dans le but de considérer les points inscrits à l'ordre du jour (document publié sous la cote RENJA/doc.28/97).

1. Questions d'ordre général
2. Considération des conclusions et recommandations

1. Questions générales

a. Offre d'accueil de la Deuxième réunion des ministres de la justice des Amériques

Le Gouvernement de la République du Pérou a offert d'accueillir la Deuxième réunion des ministres de la justice des Amériques pendant le second semestre 1998.

La réunion a accepté cette invitation en remerciant le Gouvernement de la République du Pérou de son geste, et a décidé que l'ordre du jour de cette prochaine réunion se concentrera sur les questions jugées prioritaires. Cette réunion sera organisée dans le cadre de l'OEA.

b. Réunion d'experts gouvernementaux

La réunion a accepté avec ses remerciements l'offre d'accueil de la réunion d'experts gouvernementaux émanée du Gouvernement du Chili. L'objectif de cette réunion est d'incorporer à l'ordre du jour du prochain Sommet des Amériques d'avril 1998 les questions fondamentales propres au domaine de la justice.

2. Considération des conclusions et des recommandations

Le Délégué d'Argentine a présenté le document élaboré par le groupe de rédaction contenant les conclusions et les recommandations convenues lors de la réunion.

Après avoir entendu quelques observations formulées par les délégations sur le fond et la forme du document, la réunion est convenue d'adopter celui-ci, dont le texte est reproduit dans le chapitre suivant du présent rapport.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A l'issue des débats qui se sont déroulés autour des différents points inscrits à son ordre du jour, la Première Réunion des ministres de la justice émet les conclusions et recommandations suivantes:

A. CONCLUSIONS

1. Un système juridique qui garantisse les droits et obligations des personnes, qui permette un accès adéquat à la justice, et qui accorde une sécurité convenable à la société est un élément essentiel à la consolidation de l'Etat de droit et à l'encouragement du développement social et économique menant effectivement à l'intégration de nos peuples.
2. Le renforcement du système juridique requiert des règles qui préservent l'indépendance du pouvoir judiciaire, le perfectionnement continu de ses institutions afin de permettre l'application efficace des règles de droit, ainsi que la formation et le perfectionnement

permanent des magistrats, des juges, des procureurs, des avocats et des autres fonctionnaires liés au système de l'administration de la justice.

3. Les menaces qui pèsent sur nos sociétés, telles que la délinquance organisée, la corruption, le trafic des drogues, le terrorisme, le blanchiment des avoirs, le trafic des enfants et la détérioration de l'environnement ne peuvent être combattues que par le biais du perfectionnement des systèmes nationaux de justice et du renforcement des diverses formes de coopération internationale dans ces domaines.
4. Le précieux patrimoine juridique interaméricain qui émane des nombreux traités élaborés dans le cadre de l'Organisation des Etats Américains requiert une mise en application effective aiguillonnée par une ratification prompte des conventions souscrites, et une diffusion adéquate de ses textes et des pratiques des Etats.
5. La coopération juridique internationale est essentielle au développement des systèmes de justice dans les pays membres de l'OEA. En conséquence, en conformité avec la législation de chaque pays, il faut oeuvrer notamment dans le sens de la promotion de l'entraide juridique, effective et prompte, particulièrement en ce qui concerne les extraditions et les demandes de remise de documents et d'autres éléments de preuve; de la mise en place des filières communication sûres et rapides, comme celles d'Interpol, et du renforcement du rôle des autorités centrales.
6. L'un des principaux défis auxquels doivent faire face nos sociétés est de mettre en place des systèmes carcéraux qui permettent, dans des conditions voulues, la réadaptation et la réinsertion totale dans la société des personnes qui ont été sanctionnées par les tribunaux de justice.

B. RECOMMANDATIONS

A la lumière des conclusions précédentes, et afin de permettre la poursuite du processus lancé à la présente réunion, nous recommandons ce qui suit:

1. Poursuivre le processus de renforcement des systèmes juridiques des Amériques, dans le but d'assurer le plein accès des personnes à la justice, de garantir l'indépendance des juges et l'efficacité des procureurs ou des ministères publics, et de promouvoir la mise en place de systèmes fondés sur la responsabilité et la transparence, ainsi que la modernisation des institutions.
2. Aborder les processus de modernisation de la justice dans une perspective multidisciplinaire, en évitant de s'en tenir aux aspects purement réglementaires. Dans cette perspective, il convient d'introduire des éléments tels que l'analyse organisationnelle, les systèmes de gestion, la rentabilité sociale, les études économiques et statistiques.
3. Privilégier l'incorporation de méthodes optionnelles de règlement des conflits dans les systèmes nationaux d'administration de la justice.
4. Poursuivre le perfectionnement des instruments juridiques interaméricains de coopération en matière juridique. Pour ce faire, il importe que chaque Etat évalue l'application effective des instruments actuels, prenne des mesures pour élargir la diffusion de ces instruments et encourage l'élaboration d'autres instruments permettant de répondre aux nouveaux besoins.

Demander au Secrétariat général de l'OEA que soit réalisée une étude sur les obstacles à la mise en application effective des traités de coopération juridique et judiciaire, basée sur les rapports soumis par les Etats au sujet de ces obstacles.

5. Promouvoir, dans le cadre de l'OEA, l'échange des données d'expériences nationales et la coopération technique en matière de politique carcérale.
6. Promouvoir l'échange de données d'expériences et la coopération technique en matière de systèmes de mise en accusation pénale, d'accès à la justice et d'administration de la justice.
7. Renforcer la lutte contre la corruption, le crime organisé et la délinquance transnationale, et, au besoin, adopter une nouvelle législation, de nouvelles procédures et de nouveaux mécanismes pour poursuivre la lutte contre ces fléaux.
8. Accueillir la tenue, au mois d'avril 1998, d'un nouveau Sommet des Amériques, à Santiago du Chili, et l'inscription à l'ordre du jour de ces assises, comme point particulièrement pertinent, de la question du renforcement du système judiciaire et de l'administration de la justice.
9. Former un groupe de travail constitué d'experts gouvernementaux, avec l'appui de l'OEA, à Santiago du Chili, avant le 28 février 1998, qui aura pour mandat d'examiner les enjeux fondamentaux du secteur de la justice, dans le but de présenter cette analyse au Sommet des Amériques.

10. Appuyer, dans le cadre de l'OEA, la tenue périodique de réunions des ministres de la Justice des Amériques, avec le soutien technique du Secrétariat général de l'Organisation.
11. Accepter l'offre d'accueil de la II^e réunion des ministres de la Justice des Amériques émanée du Gouvernement de la République du Pérou et l'en remercier; arrêter que cette réunion se tiendra au cours du second semestre de 1998, et convenir que l'ordre du jour de ladite réunion, orientée vers les questions estimées prioritaires, soit établi dans le cadre de l'OEA.
12. Demander à l'OEA que les ressources financières nécessaires soient dégagées pour permettre la concrétisation des diverses recommandations émises lors de la présente Première réunion des ministres de la justice.

IV. SEANCE DE CLOTURE

Le 3 décembre 1997 à 16 heures, M. Raúl E. Granillo Ocampo, Ministre de la justice de la République argentine, a remercié les délégations, les observateurs et les invités spéciaux pour leur présence à cette réunion, ainsi que le Secrétariat général de l'OEA pour sa collaboration. Il a ensuite prononcé la clôture de la Réunion des ministres de la justice.

Immédiatement après, le Président de la Commission des questions juridiques et politiques du Conseil permanent et Représentant permanent de la République dominicaine près l'OEA, l'Ambassadeur Flavio Darío Espinal, a remercié, au nom des délégations présentes et en son nom personnel, le Ministre Raúl E. Granillo Ocampo, Président de la réunion, pour la cordialité et l'hospitalité dont a bénéficié cette réunion tenue dans la ville de Buenos Aires (Argentine), ainsi que pour la maîtrise dont il a fait montre dans le déroulement des travaux de cette réunion.

V. DOCUMENTS DE REFERENCE

Au cours des séances de travail de la Réunion des ministres de la justice des Amériques, les documents de référence suivants ont été enregistrés et distribués :

1. **Cooperación Internacional.** Direction nationale des méthodes optionnelles de règlement des conflits. Secrétariat aux questions techniques et législatives. Ministère de la justice de la Nation, 1997.
2. **La República Argentina Frente al Lavado de Dinero.** Présidence de la Nation. Secrétariat à la planification pour la prévention de la toxicomanie et la lutte contre le trafic des stupéfiants (SEDRONA), 1997.
3. **Ley Federal contra la Delincuencia Organizada.** Bureau du Procureur de la République, Mexique, 1997.
4. **La Tecnología ha puesto a la Ley en sus Manos.** Ministère de la justice, (y compris une version cédérom), juillet 1997.
5. **La Gran Reforma de la Justicia** Chili. Secrétariat à la communication et à la culture.

Ministère — Secrétariat général du gouvernement, octobre 1997.

6. **Plan Director de la Política Penitenciara Nacional.** Ministère de la justice de la Nation. Secrétariat à la politique carcérale et à la réinsertion sociale. Edité par la *Dirección Nacional del Registro Oficial*. Suipacha 767, Buenos Aires, Argentine.
7. **Comité Asesor Intersectorial para el Estudio de la problemática HIV-SIDA en los establecimientos dependientes del Servicio Penitenciario Federal.** Ministère de la justice de la Nation — Secrétariat à la politique carcérale et à la réinsertion sociale, novembre 1997.
8. **Desarrollo y Evaluación Abril 1995 – Mars 1997.** Ministère de la justice de la Nation (Argentine) Secrétariat à la politique carcérale et à la réinsertion sociale, 1997.
9. **Ejecución de la Pena Privativa de la Libertad Ley 24660.** Ministère de la justice de la Nation, Secrétariat à la politique carcérale et à la réinsertion sociale, 1996.
10. **Reglamento de Disciplina para los internos Decreto No 18197.** Ministère de la justice de la Nation (Argentine), Secrétariat à la politique carcérale et à la réinsertion sociale, 1997.
11. **Reglamento de Comunicaciones de los internos.** Boletín Público Normativo Año 5 – No.71, Buenos Aires, le 30 octobre 1997.
12. **Programa nacional de Construcciones Penitenciarias.** Exécution 1996, République argentine, Présidence de la Nation, Ministère de la justice.
13. **Gira de Estudio, Tomo 5 en República Federal Alemana, Seminario Internacional para 17 juristas de America latina.** République du Venezuela, Conseil de la judicature, février 1997.
14. **Gira de Estudio, Tomo II.** République fédérale d'Allemagne, Séminaire international pour 17 juristes d'Amérique latine. République du Venezuela, Conseil de la judicature, février 1997.

Politique de réforme judiciaire au Venezuela. Conclusions des séminaires – ateliers pour juges (juin, juillet, septembre et novembre 1995), Caracas, juin 1996.

ANNEXE A

REUNIÓN DE MINISTROS DE JUSTICIA O DE MINISTROS OEA/Ser.K/XXXIV.2
O PROCURADORES GENERALES DE LAS AMÉRICAS REMJA/doc.18/97 rev. 1
1 al 3 de diciembre de 1997 3 diciembre 1997
Buenos aires, Argentine Original: Textual

LISTE DES PARTICIPANTS

ESTADOS MIEMBROS

ARGENTINA

Jefe de Delegación

Dr. Raúl Enrique GRANILLO OCAMPO
Ministro de Justicia de la Nación

Representantes

Dr. Carlos Guillermo OCAMPO
Secretario de Justicia
Ministerio de Justicia de la Nación

Dr. Gustavo Adolfo NAVEIRA
Secretario Técnico y de Asuntos Legislativos
Ministerio de Justicia de la Nación

Dr. Julio APARICIO
Secretario de Política Penitenciaria y Readaptación Social
Ministerio de Justicia de la Nación

Prof. José María CASTIÑEIRA DE DIOS
Director de la Oficina de Ética Pública
Presidencia de la Nación

Embajadora Alicia MARTÍNEZ RÍOS
Representante Permanente de la República ante la OEA
Ministerio de Justicia de la Nación

Embajador Raúl RICARDES
Director General de Organismos Internacionales
Cancillería

Dr. Julio COMADIRA
Jefe de Gabinete del Ministro
Ministerio de Justicia de la Nación

Ministro Eugenio María CURIA
Jefe de la Unidad de Asuntos Internacionales
Ministerio de Justicia de la Nación

Dr. Mariano CIAFARDINI
Director Nacional de Política Criminal
Ministerio de Justicia de la Nación

Dra. Ester RIESEL
Directora Nacional de Medios Alternativos de Resolución de Conflictos
Ministerio de Justicia de la Nación

Dr. Francisco N. MIGLIARDI
Director General de Técnica Legislativa
Ministerio de Justicia de la Nación

Dra. Alicia PERUGINI
Directora de Derecho de la Integración
Ministerio de Justicia de la Nación

Dr. Zenon BIAGOSCH
Comisionado de Lavado de Dinero
SEDRONAR

Ministro María Inés FERNÁNDEZ
Dirección de Organismos Internacionales
Cancillería

Consejero María de los Milagros DONNA RABALLO
Subjefe de la Unidad de Asuntos Internacionales
Ministerio de Justicia de la Nación

Dr. Gustavo DE PAOLI
Subdirector General de Asuntos Jurídicos
Cancillería

Secretario Mauricio ALICE
Misión Permanente de la República ante la OEA

BOLIVIA

Jefe de Delegación

Dra. Ana María CORTES de SORIANO
Ministro de Justicia y Derechos Humanos

BRASIL

Jefe de Delegación

Dr. Iris REZENDE MACHADO
Ministro de Justicia

Representantes

Dra. Sandra VALLE
Secretaria de Justicia
Ministerio de Justicia de Brasil

Ministro Manuel GOMEZ PEREIRA
Asesor Internacional
Ministerio de Justicia de Brasil

D. Wagner Natal BATISTA
Consultor Jurídico
Ministerio de Justicia de Brasil

Dr. Lineu PUPO DE PAULA
Secretario de Embajada
Embajada de Brasil en Argentina

CANADA

Jefe de Delegación

Madame Thea HERMAN
Senior Assistant Deputy Minister, Policy Sector
Department of Justice

Representantes

Madame Oonagh FITZGERALD
General Counsel, International Law and Activities

Counselor Lionel Alain DUPUIS
Alternate Representative of Canada to the OAS and
Chairman of the OAS Working Group on Representative Democracy

COLOMBIA

Jefe de Delegación

Dr. Campo Elias RIVERA PICO
Vice Ministro de Justicia y del Derecho

CHILE

Jefe de Delegación

Dra. María Soledad ALVEAR VALENZUELA
Ministro de Justicia

Representantes

Rafael BLANCO SUAREZ
Jefe de División Jurídica
Ministerio de Justicia

Cristobal PASCAL CHETHAM
Jefe de División Social
Ministerio de Justicia

Sra. Julia Maria LORETO
Jefe de Relaciones Internacionales y Cooperación
Ministerio de Justicia

Augusto QUINTANA BENAVIDES
Asesor Jurídico
Ministerio de Justicia

Ana Maria OJEDA RETAMALES
Asesor de Prensa
Ministerio de Justicia

Dra. Belen SAPAG MUÑOZ de la PEÑA
Encargada de Política Esp. de la Embajada de Chile

ECUADOR

Representantes

Luis HEREDIA MORENO RUIZ
Ministro de la Corte Suprema de Justicia

Jorge RAMIREZ ALVAREZ
Ministro Juez de la Corte Suprema de Justicia

ESTADOS UNIDOS

Jefe de Delegación

Frances Fragos TOWNSEND
Acting Deputy Assistant Attorney General

Representantes

Gregory STEVENS
Attorney, Office of International Affairs

Mark SIEGLER
Consejero
Embajada de los Estados Unidos en Argentina

EL SALVADOR

Jefe de Delegación

Dr. Ruben Antonio MEJIA PEÑA
Ministro de Justicia

Representantes

Dr. Rafael FLORES Y FLORES
Director General
Ministerio de Justicia

Alfonso QUIÑONEZ MESA
Embajador de El Salvador en la Argentina

HAITI

Jefe de Delegación

Dr. Pierre Max ANTOINE
Ministro de Justicia

Representante

Sr. Lionel J. B. BARBEROUSSE
Ministro Consejero
Ministerio de Relaciones Exteriores

HONDURAS

Jefe de Delegación

Dr. Efraín MONCADA SILVA
Ministro de Gobernación y Justicia

Representantes

Mario Tulio BANEGAS REYES
Asesor Secretaría de Gobernación y Justicia

MÉXICO

Jefe de Delegación

Lic. Eduardo IBARROLA NICOLIN
Subprocurador Jurídico de Asuntos Internacionales

Representantes

Lic. Juan Miguel PONCE EDMONSON
Director General de O.C.N.. Interpol

Cap. Santiago GARCIA
Segundo Secretario, Asuntos Políticos
Embajada de México en Argentina

NICARAGUA

Jefe de Delegación

Dr. Julio CENTENO GOMEZ
Procurador General de Justicia

Representante

Dr. Eduardo José SEVILLA SOMOZA
Embajador de Nicaragua en Argentina

PANAMA

Jefe de Delegación

Sr. José Manuel WATSON
Embajador de Panamá en la Argentina

Representante

Soraya CANO F.
Ministro Consejero
Embajador de Panamá en la Argentina

PARAGUAY

Jefe de Delegación

Dr. Juan Manuel MORALES
Ministro de Justicia y Trabajo

Representantes

Dr. Arnaldo GIMÉNEZ CABRAL
Vice Ministro de Justicia

Sonia Isabel ARZAMENDIA
Asesor Jurídico, Subsecretaría de Estado de Justicia

Dr. Oscar Facundo INSFRÁN
Embajador

Sr. Mario SANDOVAL
Ministro de la Embajada del Paraguay en la Argentina

Sr. Carlos José FLEITAS
Primer Secretario de la Embajada del Paraguay en la Argentina

PERU

Jefe de Delegación

Dr. Jorge Alfredo QUISPE CORREA
Ministro de Justicia

Representantes

Embajadora Beatriz M. RAMACCIOTTI
Representante Permanente del Perú ante la OEA

Dr. Luis Guillermo REYES MORALES
Secretario Ejecutivo
Consejo Nacional de Derechos Humanos

Dr. Emilio Alipio MONTES DE OCA BEGAZO
Vocal Supremo

Dr. Juan NAKANDAKARI KANASHIRO
Presidente
Comisión Reorganizadora del Instituto Nacional Penitenciario de Perú

REPÚBLICA DOMINICANA

Jefe de Delegación

Dr. Justo Pedro CASTELLANOS
Abogado, Ayudante del Procurador General de la República, Viceministro

Representantes

Dr. Flavio Darío ESPINAL
Embajador ante la OEA

Dr. Juan José JIMENÉZ SABATER
Embajador en Argentina

TRINIDAD Y TOBAGO

Jefe de Delegación

Sr. Ramesh Lawrence MAHARAJ S.C.
Minister of Government
Attorney General and Leader of the House of Representatives
of the Republic of Trinidad and Tobago

Representante

Embajador Robert M. TORRY
Embajador de la República de Trinidad y Tobago

URUGUAY

Jefe de Delegación

Juan Raúl FERREIRA SIERNA
Embajador del Uruguay en la República Argentina

Representantes

Berta FEDER
Directora de la Dirección de Asuntos de Derecho Internacional
Ministerio de Relaciones Exteriores

Ana Teresa AYALA BARRIOS
Segundo Secretario de la Embajada

VENEZUELA

Jefe de Delegación

Dr. Hilarión CARDOZO
Ministro de Justicia

Representantes

Dra. Rosalinda PAIVA HERNANDEZ
Juez Decimo Cuarto Penal de Caracas

Dr. Ernesto KLEBER LAMORTE
Consultor Jurídico
Ministerio de Relaciones Exteriores, Caracas

Dra. Rosa Milagros BENAZAR de SALAZAR
Directora Gral. Sectorial de Defensa y Protección Social

Sra. Luz María GIL de ESCARRA
Consultor Jurídico

Sra. Maria Cristina HERNANDEZ

OBSERVADORES

ESPAÑA

Consejero Rafael TORMO
Embajada de España en la República Argentina

FRANCIA

Consejero Julien PERRIER
Mision Permanente de observación de Francia ante la OEA

Francois PUGEAUT

ITALIA

Marco DELLA SETA
Primer Secretario de la Embajada

LÍBANO

Emb. Riad KANTAR
Embajador de la República del Líbano

PAISES BAJOS

Dr. Kees T. SMIT SIBINGA
Secretario de Embajada

RUSIA

D. Valeriy A. POGRUSHEVSKIY
Consejero de la Embajada

ORGANISMOS ESPECIALIZADOS INTERAMERICANOS

INSTITUTO INTERAMERICANO DEL NIÑO (IIN)

Dr. Rodrigo QUINTANA
Director

**ENTIDADES Y ORGANISMOS INTERAMERICANOS
GUBERNAMENTALES REGIONALES O SUBREGIONALES**

BANCO INTERAMERICANO DE DESARROLLO (BID)

Sr. Rafael MILLAN

ORGANIZACIÓN DE LOS ESTADOS AMERICANOS

CONSEJO PERMANENTE

Embajador Flavio Dario ESPINAL
Presidente de la Comisión de Asuntos Jurídicos y Políticos del Consejo Permanente y
Representante de la República Dominicana ante la OEA

SECRETARÍA GENERAL

Dr. César GAVIRIA
Secretario General de la OEA

Dr. Enrique LAGOS
Subsecretario de Asuntos Jurídicos

Dr. Jorge GARCÍA GONZÁLES
Director del Departamento de Cooperación Jurídica

Dr. Jean Michel ARRIGHI
Director del Departamento de Derecho Internacional

Dr. Reinaldo RODRÍGUEZ GALLAD
Secretario de Comisión

Sra. Carmen HERAUD

Especialista de Conferencias

Sr. Guillermo CORSINO
Representante de la OEA en Argentina

ANNEXE B

REUNIÓN DE MINISTROS DE JUSTICIA O DE MINISTROS
O PROCURADORES GENERALES DE LAS AMÉRICAS
1 al 3 de diciembre 1997
Buenos Aires, Argentina

OEA/Ser.K/XXXIV.2
REMJA/doc.1/97
3 diciembre 1997
Original: Textual

LISTA DE DOCUMENTOS REGISTRADO POR LA SECRETARÍA
HASTA EL 3 DE DICIEMBRE DE 1997

<u>No. del documento</u>	<u>Título</u> ^{1/}	<u>Idiomas</u> ^{2/}
REMJA/doc.1/97	Lista de documentos registrados por la Secretaría hasta el 10 de noviembre de 1997	Textual
REMJA/doc.2/97	AG/RES. 1482 (XXVII-O/97) Reunión de Ministros de Justicia (Resolución aprobada por la Asamblea General en su vigésimo séptimo período ordinario de sesiones celebrado en Lima, Perú)	E I F P
REMJA/doc.3/97	Temario de la Reunión de Ministros de Justicia o de Ministros o Procuradores Generales de las Américas	E I F P
REMJA/doc.4/97	Informe del Presidente de la Comisión de Asuntos Jurídicos y Políticos sobre la Reunión de Ministros de Justicia	E I F P
REMJA/doc.5/97	La Cooperación Jurídica y Judicial en las Américas (Documento presentado por la Secretaría General/Subsecretaría de Asuntos Jurídicos)	E I
REMJA/doc.6/97	La Cooperación Jurídica y Judicial en las Américas: Principales Lineamientos (Documento presentado por la Secretaría General/Subsecretaría de Asuntos Jurídicos)	E I F P
REMJA/doc.7/97	Agenda de la Reunión de Ministros de Justicia o de Ministros o Procuradores Generales de las Américas (Aprobado en la primera sesión de trabajo celebrada el 1 de diciembre de	E I

1. Título registrado en el idioma original.

2. E = español, I = inglés, F = francés, y P = portugués.

	1997)	
REMJA/doc.8/97	Lista de Autoridades (Acordada en la primera sesión de trabajo celebrada el 1 de diciembre de 1997)	E I
REMJA/doc.9/97	Orden del día, martes 2 de diciembre de 1997	E I
REMJA/doc.10/97	Organización de los Trabajos	E I F P
REMJA/doc.11/97	Programa	E I F P
REMJA/doc.12/97	Intervención del Presidente de la Comisión de Asuntos Jurídicos y Políticos, Embajador Flavio Darío Espinal, en la Reunión de Ministros de Justicia o de Ministros o Procuradores General de las Américas (Presentada en la Sesión Inaugural celebrada el 1 de diciembre de 1997)	Textual
REMJA/doc.13/97	Intervención del Secretario General de la OEA, César Gaviria Trujillo, en la Reunión de Ministros de Justicia o de Ministros o Procuradores Generales de las Américas (Presentada en la sesión Inaugural celebrada el 1 de diciembre de 1997)	Textual
REMJA/doc.14/97	Estado de Derecho. Nuevas Instituciones y Desarrollos (Ponencia presentada por la Delegación Argentina en la segunda sesión de trabajo celebrada el 1 de diciembre de 1997)	Textual
REMJA/doc.15/97	Reforma a la Justicia, como base de la Democracia y del Desarrollo Económico (Ponencia presentantada por la Delegación de Chile en la segunda sesión de trabajo celebrada el 1 de diciembre de 1997)	Textual
REMJA/doc.16/97	Speech of the Head of the Canadian Delegation Mrs. Thea Herman, Senior Assistant Deputy Minister, Policy Sector, Department of Justice Canada (Submitted at the First Working Session held on December 1, 1997)	Textual
REMJA/doc.17/97	Modernización y Fortalecimiento de la Administración de Justicia. Proceso de Reforma, Nuevas Tendencias y usos de Mecanismos tales como: Arbitraje - Mediación -Conciliación (Ponencia presentada por la Delegación Argentina en la segunda sesión de trabajo celebrada el 1o. de diciembre de 1997)	Textual
REMJA/doc.18/97	Lista de Participantes (Provisional)	Textual

REMJA/doc.19/97	Palabras del Señor Presidente de la Nación doctor Carlos Menem, en el acto de anuncio de la puesta en plena vigencia de la Convención Interamericana contra la Corrupción (Presentado por la Delegación de Argentina en la tercera sesión de trabajo celebrada el 2 de diciembre de 1997)	Textual
REMJA/doc.20/97	La Lucha contra la Corrupción, el Crimen Organizado y otras Actividades Delictivas (Presentado por la Delegación Argentina en la Tercera Sesión de Trabajo celebrada el 2 de diciembre de 1997)	Textual
REMJA/doc.21/97	La Lucha contra la Corrupción en la República Dominicana (Presentado por la Delegación de la República Dominicana en la tercera sesión de trabajo celebrada el 2 de diciembre de 1997)	Textual
REMJA/doc.22/97	Metodología Pedagógica Socializadora. Una propuesta Argentina para la Renovación de la Metodología del Tratamiento Penitenciario (Presentado por la Delegación Argentina en la cuarta sesión de trabajo celebrada el 2 de diciembre de 1997)	Textual
REMJA/doc.23/97	La Lucha contra la Corrupción, el Crimen Organizado y otras Actividades Delictivas (Presentado por la Delegación de México en la tercera sesión de trabajo celebrada el 2 de diciembre de 1997)	Textual
REMJA/doc.24/97	Programa Nacional de la Lucha contra la Corrupción (Presentado por la Delegación de Bolivia en la cuarta sesión de trabajo celebrada el 2 de diciembre de 1997)	Textual
REMJA/doc.24/97 a.	República de Bolivia. Ministerio de Justicia y Derechos Humanos (Presentado por la Delegación de Bolivia en la cuarta sesión de trabajo celebrada el 2 de diciembre de 1997)	Textual
REMJA/doc.25/97	Análisis de la Aplicación de los Convenios o Acuerdos de Cooperación de Asistencia Jurídica y Judicial en el Ámbito Americano (Presentado por la Delegación Argentina en la cuarta sesión de trabajo celebrada el 2 de diciembre de 1997)	Textual
REMJA/doc.26/97	La Política Penitenciaria y los Procesos de Reforma. Afianzamiento de las Iniciativas Orientadas a la Readaptación y Reinserción Social del Detenido/Condenado (Presentado por la Delegación Argentina en la cuarta sesión de trabajo celebrada el 2 de diciembre de 1997)	Textual

REMJA/doc.27/97	Carta de Intervención Bonaerense (Presentado por la Delegación de Venezuela en la cuarta sesión de trabajo celebrada el 2 de diciembre de 1997)	
REMJA/doc.28/97	Orden del día, miércoles 3 de diciembre de 1997	E I
REMJA/doc.29/97	Política Penitenciaria, los Procesos de Reforma y Afianzamiento de las Iniciativas Orientadas a la Resocialización del Interno (Presentado por la Delegación del Perú en la quinta sesión de trabajo celebrada el 3 de diciembre de 1997)	Textual
REMJA/doc.30/97	Ley 333 de 1996. Por la cual se establecen las normas de extinción del Dominio sobre los Bienes adquiridos en forma ilícita (Presentado por la Delegación de Colombia en la quinta sesión de trabajo celebrada el 3 de diciembre de 1997)	
REMJA/doc.31/97	Judicial Cooperation (Submitted by the United States at the Fifth Working Session, held on December 3, 1997)	Textual
REMJA/doc.32/97	Conclusiones y Recomendaciones (Adoptadas en la quinta sesión de trabajo celebrada el 3 de diciembre de 1997)	E I F P
REMJA/doc.33/97	Informe Final	E I F P